



**PRÉFET
DES HAUTS-DE-SEINE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale
de l'environnement, De l'aménagement
et des transports d'Île-de-France**

Unité départementale des Hauts-de-Seine
167-177 avenue Joliot Curie
BP 102
92013 NANTERRE CEDEX

NANTERRE, le 15/12/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 07/11/2023

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

GALION

6 avenue des Frères Lumières
92160 Antony

Références : 31400
Code AIOT : 0007404691

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 07/11/2023 dans l'établissement GALION implanté 6 avenue des Frères Lumières 92160 Antony. L'inspection a été annoncée le 11/10/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection s'inscrit dans le cadre d'une action nationale de l'inspection des installations classées sur les rejets atmosphériques des installations à autorisation. Cette action nationale vise à vérifier le contrôle des rejets atmosphériques des installations classées par le contrôle de la canalisation des effluents, la gestion des installations de traitement des fumées, la réalisation des contrôles réglementaires et le respect des valeurs limites l'émission.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GALION
- 6 avenue des Frères Lumières 92160 Antony
- Code AIOT : 0007404691
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Oui

La société GALION, créée en 1980, est spécialisée dans le traitement de surface notamment en tant que sous-traitant dans les secteurs de l'aéronotique et de l'électronique.

La société GALION est autorisé à exploiter depuis 1981.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Action nationale rejets atmosphériques

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
6	Machine utilisant un procédé sous-vide	Arrêté Ministériel du 09/09/2019, article 3.6.3	Lettre de suite préfectorale	3 mois
8	Surveillance des rejets – prélèvement	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 33	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
10	Surveillance des rejets – programme	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 33	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
11	Surveillance des rejets – conformité	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 33	Lettre de suite préfectorale	6 mois
12	Respect des VLE	Arrêté Préfectoral du 30/06/2006, article 26	Lettre de suite préfectorale	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Captation des émissions	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 25	Sans objet
2	Surveillance des rejets	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 35	Sans objet
3	Points de rejets (emplacement), ventilation	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 4	Sans objet
4	Points de rejets (substance toxique), ventilation	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 12	Sans objet
5	Traitement des fumées – consignes	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59	Sans objet
7	Surveillance des rejets	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 33	Sans objet
9	Surveillance des rejets – valeurs d'émission	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 35	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant entretient ses systèmes de captation, d'aspiration et de traitement et réalise le suivi de ces rejets atmosphériques annuellement. Cependant, l'inspection constate des non-conformités dans la réalisation et les résultats de ces mesures de suivi.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Captation des émissions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 25
Thème(s) : Actions nationales 2023, Captation des émissions
Prescription contrôlée : Les émissions atmosphériques (gaz, vapeurs, vésicules, particules) émises au-dessus des bains doivent être, si nécessaire, captées au mieux et épurées avant rejet à l'atmosphère afin de respecter les valeurs limites définies à l'article 26 du présent arrêté. L'arrêté préfectoral d'autorisation fixe, le cas échéant, le débit maximal rejeté. Les systèmes de captation sont conçus et réalisés de manière à optimiser la captation des gaz ou vésicules émis par rapport au débit d'aspiration. Les systèmes séparatifs de captation et de traitement des produits incompatibles sont séparés afin d'empêcher leur mélange.
Constats : L'inspection constate que les émissions au-dessus des bains sont captées à l'exception des bains cyanurés non chauffés. En effet, l'exploitant se réfère au guide de "cuves de traitement de surface - 2 guide pratique de ventilation" réalisé par l'INRS. Dans ce guide, un niveau global de risque "NGR" (I à VI) est calculé en fonction de l'indice d'émission "IE" (1 à 4) et de l'indice de toxicité "IT"(A à D). D'après ce guide, le captage localisé s'impose pour un NGR de I à IV. Pour un NGR de V, le captage de ces polluants n'est pas considéré comme nécessaire vis-à-vis du risque d'inhalation mais il est souhaitable afin d'assurer des conditions minimales de confort. Un NGR de VI correspond au risque minimal, il n'exige aucune condition particulière de captage. Pour les bains cyanurés non chauffés, le NRG calculé est VI ("IE" = 4 et "IT" = C) L'établissement dispose de deux conduites d'aspiration: une pour les acides et une pour les cyanures afin d'éviter les mélanges de produits incompatibles.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Surveillance des rejets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 35
Thème(s) : Actions nationales 2023, Captation des émissions
Prescription contrôlée : La surveillance des rejets dans l'air passe par : - Le bon fonctionnement des systèmes de captation, d'aspiration et de traitement éventuel. L'exploitant s'assure notamment de l'efficacité de la captation et de l'absence d'anomalies dans le fonctionnement des ventilateurs ; (...) Les performances effectives des systèmes de captation, d'aspiration et de traitement éventuel sont contrôlées dans l'année suivant la mise en service de l'installation par un organisme extérieur reconnu compétent.
Constats : Un service de maintenance mécanique constitué de 3 personnes a la charge de vérifier le bon fonctionnement des systèmes de captation, d'aspiration et de traitement (laveur d'air). L'exploitant informe l'inspection que des contrôles de vérification de l'état des conduits sont réalisés annuellement. Ces contrôles peuvent mener à des opérations d'entretien de ces conduits (remplacement, nettoyage, etc.). Ces actions sont notées dans un fichier informatisé. Le laveur d'air est également contrôlé annuellement (contrôle visuel).
Observations : L'inspection constate l'absence de traçabilité des dates des contrôles de vérifications des installations. Ainsi, l'inspection demande à l'exploitant de disposer d'un registre où sont répertoriés les dates de ces contrôles et leurs constats.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Points de rejets (emplacement), ventilation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 4
Thème(s) : Actions nationales 2023, Points de rejets (emplacement), ventilation
Prescription contrôlée : Le débouché à l'atmosphère du système de ventilation des locaux est placé aussi loin que possible des immeubles habités ou occupés par des tiers et des bouches d'aspiration d'air extérieur, et à une hauteur suffisante prenant en compte la hauteur des bâtiments environnants afin de favoriser la dispersion des gaz rejetés et au minimum à un mètre au-dessus du faîtage.
Constats : L'établissement dispose de deux cheminées pour les rejets des émissions canalisés des bains. Ces cheminées sont situées à plus de 10 mètres de haut. La cheminée des rejets canalisés des solvants est à plus de 8 mètres de haut.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Points de rejets (substance toxique), ventilation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 12
Thème(s) : Actions nationales 2023, Points de rejets(substance toxique), ventilation
Prescription contrôlée : Les réserves de cyanure, de trioxyde de chrome et autres substances toxiques sont entreposées à l'abri de l'humidité. Le local contenant les produits cyanurés ne doit pas renfermer de solutions acides. Les locaux doivent être pourvus de fermeture de sûreté et d'un système de ventilation naturelle ou forcée donnant sur l'extérieur.
Constats : Les réserves de cyanure, de trioxyde de chrome et autres substances toxiques sont entreposées dans différentes zones spécifiques dans l'atelier 1 afin de ne pas stocker les produits incompatibles ensemble. Cette zone est clôturée par des cloisons grillagées donc permettant une circulation de l'air. Les produits sont donc entreposés à l'abri de l'humidité. Cette zone ne dispose pas en elle-même d'une ventilation cependant l'inspection constate la présence d'une ventilation en toiture de l'atelier 1.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Traitement des fumées – consignes

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59
Thème(s) : Actions nationales 2023, Consignes d'exploitation et de sécurité
Prescription contrôlée : L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté ainsi que de l'arrêté préfectoral d'autorisation. (...) Ces consignes d'exploitation précisent autant que de besoin : « - les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté ainsi que de l'arrêté préfectoral d'autorisation ; « - les vérifications à effectuer, en particulier pour s'assurer périodiquement de l'étanchéité des dispositifs de rétention, préalablement à toute remise en service après arrêt d'exploitation, et plus généralement aussi souvent que le justifieront les conditions d'exploitation ;

(...) - Les opérations et contrôles à effectuer pour les phases d'arrêt et, le cas échéant, avant la remise en service des équipements.
Constats : L'exploitant a transmis à l'inspection les consignes concernant : - la procédure d'arrêt et de mise en service du laveur d'air; - la procédure en cas de dysfonctionnement du laveur d'air
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Machine utilisant un procédé sous-vide

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/09/2019, article 3.6.3
Thème(s) : Actions nationales 2023, Contrôle de l'étanchéité
Prescription contrôlée : L'exploitant réalise ou fait réaliser annuellement un contrôle du niveau d'étanchéité du système pouvant fonctionner sous-vide. Les résultats du contrôle sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : L'exploitant précise à l'inspection qu'il utilise la machine sous vide 95% du temps. L'exploitant fait réaliser un contrôle de l'étanchéité de cette machine tous les 18 mois. L'exploitant devra assurer un contrôle annuel du niveau d'étanchéité de sa machine fonctionnant sous-vide.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 7 : Surveillance des rejets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 33
Thème(s) : Actions nationales 2023, Autosurveillance des rejets
Prescription contrôlée : En matière de surveillance des émissions, les dispositions de l'article 58 de l'arrêté du 2 février 1998 modifié s'appliquent. Art.58-I. De l'AM du 02/02/1998 Pour l'ensemble des polluants réglementés, l'exploitant met en place un programme de surveillance de ses émissions. Les mesures sont effectuées sous la responsabilité de l'exploitant et à ses frais. La nature, la fréquence et les conditions des mesures définissant le programme de surveillance des émissions sont fixés, en tant que de besoin, par l'arrêté d'autorisation.
Constats : L'exploitant réalise le suivi des émissions atmosphériques de la cheminée "acide" et de la cheminée "cyanure" annuellement et dans des conditions représentatives du rejet et du fonctionnement de l'installation conformément à l'arrêté préfectoral du 08/12/2009.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Surveillance des rejets – prélèvement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 33
Thème(s) : Actions nationales 2023, Surveillance réglementaire des rejets, prélèvement

<p>Prescription contrôlée : En matière de surveillance des émissions, les dispositions de l'article 58 de l'arrêté du 2 février 1998 modifié s'appliquent.</p> <p>Art.58-III. De l'AM du 02/02/1998 :</p> <p>Les mesures (prélèvement et analyse) des émissions dans l'air sont effectuées au moins une fois par an par un organisme ou laboratoire agréé ou, s'il n'existe pas d'agrément pour le paramètre mesuré, par un organisme ou laboratoire accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation.</p>
<p>Constats : L'exploitant a transmis les rapports de surveillance annuel des rejets atmosphériques de la cheminée "acide" et de la cheminée "cyanure" pour les années 2021, 2022 et 2023. Ces rapports de mesure ont été réalisés par le bureau d'études APAVE. Il apparaît que le bureau d'études APAVE n'est pas accrédité pour réaliser des mesures en cyanure. De plus, pour certains autres polluants comme les fluorures, les méthodes normalisées de référence ne semblent pas avoir été appliquées. En effet dans le rapport, il est fait mention de "méthode interne" et non d'application de norme NF. De plus, une seule mesure a été réalisée (ex: cyanure) alors que la norme NF X 43-551 indique que dans le cas où un paramètre n'est pas couvert par un agrément pour un contrôle réglementaire, il ne peut être envisagé de procéder à un seul essai. L'exploitant devra réaliser le suivi de ces rejets atmosphériques par un organisme ou laboratoire agréé ou, s'il n'existe pas d'agrément pour le paramètre mesuré, par un organisme ou laboratoire accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 6 mois

N° 9 : Surveillance des rejets – valeurs d'émission

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 35
Thème(s) : Actions nationales 2023, Surveillance réglementaire des rejet, VLE
<p>Prescription contrôlée : La surveillance des rejets dans l'air porte sur les valeurs limites d'émissions. Une mesure des concentrations dans les effluents atmosphériques de l'ensemble des polluants visés par l'arrêté préfectoral d'autorisation ou à défaut visés à l'article 26 du présent arrêté, est réalisée au moins une fois par an selon les normes en vigueur au niveau de chaque exutoire sur un échantillon représentatif du rejet et du fonctionnement des installations. Une estimation des émissions diffuses est également réalisée selon la même périodicité.</p>
<p>Constats : Les mesures de surveillance des rejets atmosphérique ont été réalisés en journée, en période d'activité de l'installation.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Surveillance des rejets – programme

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 33
Thème(s) : Actions nationales 2023, Surveillance réglementaire des rejet, programme
<p>Prescription contrôlée : Art.58-II. De l'AM du 02/02/1998</p> <p>II. Pour la mise en œuvre du programme de surveillance, les méthodes de mesure (prélèvement et</p>

analyse) utilisées permettent de réaliser des mesures fiables, répétables et reproductibles. Les méthodes précisées dans l'avis sur les méthodes normalisées de référence pour les mesures dans l'air, l'eau et les sols dans les installations classées pour la protection de l'environnement, publié au Journal officiel, sont réputées satisfaire à cette exigence.

Constats :

Pour certains polluants comme les fluorures, les méthodes normalisées de référence ne semblent pas avoir été appliquées. En effet dans le rapport de surveillance des rejets atmosphériques, il est fait mention de "méthode interne" et non d'application de norme NF. De plus, une seule mesure a été réalisée (ex: cyanure) alors que la norme NF X 43-551 indique que dans le cas où un paramètre n'est pas couvert par un agrément pour un contrôle réglementaire, il ne peut être envisagé de procéder à un seul essai.

L'exploitant devra réaliser le suivi de ses rejets atmosphériques en utilisant des méthodes de mesure (prélèvement et analyse) permettant de réaliser des mesures fiables, répétables et reproductibles comme celles précisées dans l'avis sur les méthodes normalisées de référence pour les mesures dans l'air, l'eau et les sols dans les installations classées pour la protection de l'environnement, publié au Journal officiel

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 6 mois

N° 11 : Surveillance des rejets – conformité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 33

Thème(s) : Actions nationales 2023, Conformité des rejets

Prescription contrôlée :

En matière de surveillance des émissions, les dispositions de l'article 58 de l'arrêté du 2 février 1998 modifié s'appliquent.

Art.58-IV de l'AM du 02/02/1998

IV. Les résultats accompagnés de commentaires sur les causes des dépassements éventuellement constatés ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Constats :

L'inspection constate dans le rapport de suivi des rejets atmosphériques réalisé en 2022 un dépassement de la valeur limite d'émission (VLE) du cyanure. En effet, une concentration de cyanure de 1265 g/Nm3 (VLE=1000 g/Nm3) a été mesurée pour la cheminée "cyanure". De plus, le bureau d'études n'a pas associé de VLE à ce paramètre dans son rapport. Aussi, il est indiqué l'absence de non-conformité malgré ce dépassement. L'exploitant a découvert le dépassement lors de l'inspection. Il n'a donc pas analysé les résultats de la surveillance de ses rejets et n'a pas précisé les actions mises en place pour pallier les dépassements éventuels.

L'exploitant devra analyser les causes de ses éventuelles dépassements et conserver les actions correctives mises en œuvre ou envisagées.

Observations :

L'inspection constate que ce dépassement n'a pas été mesuré lors du suivi des rejets atmosphériques réalisé en 2023.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 6 mois

N° 12 : Respect des VLE

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/06/2006, article 26

Thème(s) : Actions nationales 2023, Respect des VLE**Prescription contrôlée :**

L'arrêté préfectoral d'autorisation fixe les valeurs limites en concentration pour les polluants susceptibles d'être rejetés par l'installation. La teneur en polluants avant rejet des gaz et vapeurs respecte avant toute dilution les limites fixées comme suit.

Les concentrations en polluants sont exprimées en milligrammes par mètre cube rapporté à des conditions normalisées de température (273,15 degrés K) et de pression (101,325 kPa) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs).

POLLUANT	REJET DIRECT (en mg/m ³)
Acidité totale exprimée en H	0,5
HF, exprimé en F	2
Cr total	1
Cr VI	0,1
Ni	5
CN	1
Alcalins, exprimés en OH	10
NOx, exprimés en NO ₂	200
SO ₂	100
NH ₃	30

Constats :

L'inspection constate dans le rapport de suivi des rejets atmosphériques réalisé en 2022 un dépassement de la valeur limite d'émission (VLE) du cyanure. En effet, une concentration de cyanure de 1265 g/Nm³ (VLE=1000 g/Nm³) a été mesurée pour la cheminée "cyanure".

De plus, l'exploitant doit mesurer le chrome total. L'inspection s'interroge ainsi sur les résultats des mesures de chrome présentés dans les rapports de surveillance (ex:1,73 µg/m³ en 2023) et dont les concentrations sont nettement inférieures aux concentrations de Chrome IV (ex: 5,9 µg/m³ en 2023).

L'exploitant devra mettre en œuvre les actions nécessaires afin de respecter en tout temps ces valeurs limites.

Observations :

L'inspection constate que ce dépassement n'a pas été mesuré lors du suivi des rejets atmosphériques réalisé en 2023.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 6 mois